



## ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

### SOMMAIRE

#### Climat & Energie

- Le plan de mise en œuvre de la neutralité carbone ne sera pas dévoilé avant l'automne
- COP 26 : quelle place pour les compagnies pétrolières à la table des négociations ?
- Les sources d'électricité bas-carbone ont dépassé pour la 1ère fois les sources fossiles en 2019

#### Environnement

- Les dirigeants des deux agences en charge de l'environnement appellent à la mobilisation

#### Industrie

- Liberty Steel et Hitachi Rail ont annoncé des suppressions d'emplois au RU

#### Numérique

- Travelex victime d'une cyber attaque
- Cambridge Analytica, le scandale ne fait que commencer
- L'ICO fait montre de flexibilité avec British Airways et Marriott
- Développeurs et data scientists courtisés par Downing Street

#### Services professionnels

- Le gouvernement pourrait bientôt introduire la réforme du secteur de l'audit

#### Transport

- La ligne ferroviaire « Northern », exploitée par Arriva Rail North, pourrait être nationalisée
- La ligne ferroviaire « South Western Railway », exploitée par la JV FirstGroup – MRT, pourrait être nationalisée
- KeolisAmey, l'exploitant des services de « Transport for Wales », a été condamné à une amende de 2,3 M£ pour mauvaises performances
- L'ancien vice-président de la « Revue Oakervee » estime que les coûts d'HS2 s'élèveraient à 108 Md£

### **FAIT MARQUANT : intervention de Madame Van der Leyen à la L.S.E le mercredi 8 janvier.**

La Présidente de la Commission européenne, après un long rappel de **l'apport positif du Royaume-Uni à la construction européenne** depuis 1973, a souligné que le Royaume-Uni et l'UE continueraient à faire face à des défis communs après le 31 janvier.

Concernant la relation commerciale future, l'UE ira « aussi loin que possible » dans la **négociation de la relation future** mais celle-ci **ne pourra cependant être équivalente au statut de membre.**

- L'UE est prête à s'engager sur le chemin d'une relation future "ambitieuse et large", qui ira au-delà des aspects purement commerciaux (climat, données, pêche, énergie, transport, services financiers.....). Ceci passe par le respect de la liberté de circulation et le maintien de certaines règles communes.

- L'UE compte rester ferme sur **l'intégrité du marché unique et de l'union douanière**. L'intensité de la relation future sera conditionnée par la convergence du Royaume-Uni avec la réglementation européenne, en particulier en matière d'aides d'Etat, de protection de l'environnement et de droit du travail. **Plus la divergence sera importante, plus la relation sera distante.**

- Le Royaume-Uni refusant de solliciter une extension de la période de transition, la présidente a déclaré que le calendrier des négociations était serré (*tight*) et imposait une **hiérarchisation des priorités** afin de permettre la signature/ratification d'un accord d'ici le 31 décembre.

L'objectif de l'UE est de mettre en œuvre un ALE « **zéro tarif, zéro quota, zéro dumping** »

- Michel Barnier a rappelé dans un échange impromptu que le Royaume-Uni ne pouvait ratifier des accords commerciaux et les traités conclus avec des pays tiers avant le 31 décembre 2020.

## CLIMAT & ENERGIE

**Le plan de mise en œuvre de la neutralité carbone ne sera pas dévoilé avant l'automne** – [Simon Clarke](#), secrétaire d'Etat au Trésor, a indiqué à la Chambre des Communes que le Gouvernement ne dévoilerait pas avant l'automne 2020 la stratégie visant à décliner l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, s'attirant les foudres de l'opposition jugeant ce délai bien trop éloigné. Cette stratégie chiffrée devrait contenir de nouvelles mesures dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'agriculture. M. Clarke a également confirmé la création d'un nouveau [Cabinet Committee on Climate](#) devant permettre une meilleure coordination interministérielle sur ces sujets.

**COP 26 : quelle place pour les compagnies pétrolières à la table des négociations ?** – certaines voix dans les milieux associatifs se sont élevées pour faire pression sur le Gouvernement britannique afin qu'il limite l'influence des principales compagnies d'extraction fossile lors de la [COP 26](#) prévue à Glasgow en novembre 2020. Très introduites dans les négociations climatiques et très actives en Ecosse, les entreprises d'extraction ne devraient toutefois pas être interdites de participer à la COP 26, la ministre écossaise du changement climatique affirmant que ces entreprises faisaient partie de la solution en matière de transition bas-carbone.

**Les sources d'électricité bas-carbone ont dépassé pour la 1<sup>ère</sup> fois les sources d'énergies fossiles en 2019** – selon les dernières données du gestionnaire du réseau d'électricité [National Grid](#), les fermes éoliennes et solaires ainsi que les centrales nucléaires auraient généré en 2019, 48,5% de l'électricité britannique contre 43% pour les énergies fossiles, les 8,5% restant étant générés à partir de biomasse. [National Grid](#) a dévoilé en décembre un plan d'investissement de 10Md£ dans le réseau de gaz et d'électricité sur les 5 prochaines années dont 1Md£ sera consacré à des équipements et technologies permettant aux opérateurs d'opérer sur un réseau électrique 100% neutre en carbone d'ici 2025.

## ENVIRONNEMENT

**Les dirigeants des deux agences en charge de l'environnement appellent à la mobilisation** – Tony Juniper, président de *Natural England* et Emma Howard Boyd, présidente de *l'Environment Agency* ont cosigné [une tribune](#) dans laquelle ils appellent à une forte mobilisation des pouvoirs publics britanniques en 2020 dans le domaine du climat et la préservation des habitats. Ils rappellent que 41% des espèces sauvages britanniques ont décliné ces 50 dernières années au RU qui vient par ailleurs de connaître ses pires inondations depuis plusieurs années et [sa deuxième décennie](#) la plus chaude depuis 100 ans. Les deux dirigeants appellent à accentuer les efforts en matière

d'adaptation au changement climatique et attendent beaucoup de la loi sur l'Environnement actuellement examinée au Parlement notamment sous l'angle de la restauration des habitats via la mise en place d'un *National Nature Recovery Network* et d'un *Nature for Climate Fund* qui serait doté de 640M£ comme le prévoit le manifeste conservateur.

## INDUSTRIE

**Liberty Steel et Hitachi Rail ont annoncé des suppressions d'emplois au RU** – Liberty Steel, qui a repris la division aciers spéciaux de Tata Steel en 2017, a annoncé que [350 emplois](#) seraient supprimés au sein de ses usines du Pays de Galles et du Yorkshire. Selon Liberty Steel, ces suppressions sont la conséquence des « conditions difficiles auxquelles fait face l'industrie de l'acier au Royaume-Uni » et à la nécessité « d'assurer la viabilité des sites sur le long-terme ». Dans le même temps, Hitachi Rail, fabricant de matériel roulant, a annoncé qu'il allait « redimensionner » les effectifs de son usine d'assemblage – jusqu'à 250 emplois sont menacés – et que cette décision était « sans lien » avec le Brexit.

## NUMERIQUE

**Travelex victime d'une cyber attaque** – Des hackers ont percé le système informatique de [Travelex](#), grande société de change britannique. Ils demandent 6M\$ de rançon, et menacent de diffuser 5 gigabits de données personnelles de clients (adresses, coordonnées bancaires, etc.). Travelex affirme que rien ne prouve que les hackers aient accédé à ces données, ce qui n'a pas empêché le cours de bourse de baisser de 16%. Les employés Travelex en centres villes et aéroports travaillent en ce moment au papier et au stylo, comme le système informatique de l'entreprise est en panne. Cela perturbe également les activités des banques Lloyds, Barclays et RBS, qui obtiennent leurs espèces en devises étrangères via Travelex.

**Cambridge Analytica, le scandale ne fait que commencer** – L'affaire Cambridge Analytica, mise au jour en mars 2018, avait dévoilé l'exploitation frauduleuse des données de 87 millions d'utilisateurs Facebook à des fins de profilage politique pour manipuler la dernière élection présidentielle américaine et le référendum sur le Brexit de 2016. Depuis le 1er janvier 2020, de [nouveaux documents](#) sur l'implication de Cambridge Analytica dans les affaires politiques de 68 pays sont publiés sur le compte Twitter [@HindsightFiles](#) par Brittany Kaiser, ancienne employée de l'entreprise. Ils dévoilent, entre autres, l'ampleur insoupçonnée des opérations de Cambridge Analytica, en Malaisie, au Kenya au Brésil, et en Ukraine en 2017.

**L'ICO fait montre de flexibilité avec British Airways et Marriott** – En juillet 2019, l'ICO (Information Commissioner's Office), équivalent de la CNIL française, avait notifié son intention d'imposer des amendes record à British Airways (183M£) et Marriott (99M£) à cause de failles dans leur système de gestion de données clients, dans le cadre du règlement général de protection des données. Dans le droit britannique, l'ICO a six mois pour concrétiser sa notification d'amende en réelle sanction. L'ICO a exceptionnellement [reporté](#) l'échéance, et rendra sa décision en mars 2020.

**Développeurs et data scientists courtisés par Downing Street** – Dominic Cummings, le polémique conseiller de Boris Johnson, a publié un [article](#) sur son blog le 2 janvier dans lequel il invite les « loufoques super talentueux » à rejoindre la fonction publique. Chercheurs, développeurs, économistes, managers, communicants et débrouillards peuvent postuler directement auprès de Dominic Cummings à [ideasfornumber10@gmail.com](mailto:ideasfornumber10@gmail.com). L'annonce d'offres d'emplois est controversée, mais a le mérite d'avoir fait le buzz. Certains saluent la volonté de diversification des profils dans la fonction publique, et le recrutement d'experts en machine learning. D'autres viennent tempérer l'enthousiasme apparent de Dominic Cummings pour l'intelligence artificielle et son potentiel dans la mise au point de politiques publiques.

## SERVICES PROFESSIONNELS

**Le gouvernement pourrait bientôt introduire la réforme du secteur de l'audit** – La réforme, évoquée par la Reine dans son [discours](#) du 19 décembre, devrait inclure la création d'un nouveau régulateur comptable, l'*Audit, Reporting and Governance Authority* (ARGA), avec plus de pouvoirs d'enquête et de sanction que l'actuel *Financial Reporting Council* (FRC). Les directeurs d'entreprise pourraient également faire l'objet de poursuites pénales pour déclarations trompeuses aux marchés. Le FRC a par ailleurs mis à jour ses [normes éthiques](#) pour les cabinets d'audit, dans lesquelles le régulateur a interdit aux cabinets d'audit de fournir un certain nombre de services de conseil aux sociétés cotées et aux institutions financières afin de renforcer l'indépendance des auditeurs et éliminer les éventuels risques de conflits d'intérêt entre les activités « audit » et « conseil ». Sont visées les prestations de conseil en recrutement, en rémunération et en *due diligence* aux entités d'intérêt public déjà auditées par les cabinets. Cette dernière mesure pourrait coûter plusieurs millions d'euros aux cabinets du *Big Four*.

## TRANSPORT

**La ligne ferroviaire Northern, exploitée par Arriva Rail North, pourrait être nationalisée** – Alors qu'Arriva (filiale du groupe Deutsch Bahn et qui pourrait être prochainement cédée) a remporté la « franchise » ferroviaire pour l'exploitation de la ligne *Northern* de 2015 à 2025, les difficultés rencontrées depuis 2018 (retards, annulations etc.) sont susceptibles d'entraîner [la fin prématurée de ses activités sur la ligne](#). Le Ministre des Transports, [Grant Shapps, a en effet annoncé](#) qu'il étudiait les propositions soumises par l'exploitant afin de déterminer si le contrat de concession devait être rompu et, ce faisant, si l'exploitation de la ligne ferroviaire devait être reprise par le Ministère des Transports. Une décision finale devrait intervenir à la fin du mois. Le Ministre des Transports a par ailleurs révélé que les informations financières les plus récentes suggéraient que l'entreprise "ne pourrait poursuivre ses activités au-delà de quelques mois". Le Maire travailliste du Grand Manchester, Andy Burnham, appelle à la nationalisation de la ligne depuis plusieurs mois.

**La ligne ferroviaire South Western Railway (SWR), exploitée par la JV FirstGroup – MRT, pourrait être nationalisée** – L'exploitant a déclaré que ses comptes de résultats avaient été affectés par de sérieuses difficultés, notamment engendrées par des défauts dans les infrastructures ferroviaires, une introduction de nouveaux horaires de trains déficiente, ainsi qu'une série de grèves. En effet, les services de SWR ont été perturbés pendant 27 jours en décembre en raison d'une grève portant sur le rôle et le nombre des membres d'équipages présents sur les quais et à bord des trains. Aussi, les derniers comptes de SWR faisaient état d'une perte après impôts de 136,9M£. L'exploitant est entré en négociations avec le Ministère des transports et pourrait être contraint de soumettre un nouveau contrat de gestion de court-terme ou de [rompre son contrat de concession](#). Si cette deuxième option était retenue, la ligne SWR serait alors reprise par un exploitant public. Après la nationalisation de la *East Coast* en 2018, la décision du gouvernement écossais le mois dernier de mettre fin, 3 ans avant le terme du contrat, à l'exploitation de *ScotRail* par le groupe néerlandais Abellio, et la perspective de nationalisation de la ligne *Northern*, les difficultés rencontrées sur la SWR devraient inciter le gouvernement à publier les recommandations dites « Keith Williams » dans les prochaines semaines. En effet, la revue générale du ferroviaire conduite par K.Williams pourrait préconiser de refondre entièrement le système ferroviaire britannique et remettre en question le bienfondé de l'exploitation des lignes par des compagnies privées.

**KeolisAmey, l'exploitant des services de « Transport for Wales », a été condamné à une amende de 2,3 M£ pour « mauvaises performances »** - Le Ministre de l'Economie gallois, Ken Skates, a déclaré que les [pénalités](#) étaient nécessaires afin d'encourager la compagnie à respecter les objectifs qui lui avaient été assignés. En effet, 76% des trains sont arrivés à plus ou moins trois minutes de l'heure programmée, contre un objectif de 77%. Les 2,3M£ seront réinvestis dans les services ferroviaires. Keolis-Amey (Keolis est une filiale de la SNCF à 70 %) avait remporté l'exploitation du réseau ferroviaire de *Transport for Wales* (autorité organisatrice des transports galloise) en 2018.

**L'ancien vice-président de la « Revue Oakervee » estime que les coûts d'HS2 s'élèveraient à 108 Md£** – Lord Berkeley – qui faisait partie du comité d'examen Oakervee sur l'opportunité de construire la deuxième ligne à grande vitesse (*High Speed 2* – HS2) mais qui a demandé à ce que son nom soit retiré du rapport officiel – a récemment [publié ses propres conclusions minoritaires](#). Son rapport dissident conclue qu'HS2 coûterait 108 Md£, représenterait une perte de 40Md£ pour le contribuable et ne serait pas livré avant 2040 pour les tronçons atteignant Manchester et Leeds. Il estime par ailleurs que l'autorisation donnée par le Parlement pour procéder à HS2 reposait sur des estimations de coûts faussées (55 Md£ en 2015). HS2 Ltd, la société responsable de la construction de la nouvelle ligne, a déclaré qu'HS2 était essentiel au futur réseau de transport à faible émission du RU. Le rapport final Oakervee devrait être publié dans les mois prochains et pourrait préconiser quelques modifications mineures, comme une réduction du nombre de trains par heure (de 18 à 14).



**Copyright** – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité** – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Claire BEDOUI (numérique), Laura GUENANCIA (régions, services professionnels) Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement) et Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport).